

*PROPOSITION*  
*sous la direction de Nicolas Amadio,*  
*Les entreprises sociales en Europe*  
*ABI Editions*

## **Les structures d'insertion par l'activité économique dans la tourmente financière**

### **La création de nouveaux espaces**

Jacques Prades  
CERISES-Université de Toulouse 2-Le Mirail

#### Abstract

Who changed in the geopolitical environment of these last thirty years to the point that we are incapable to dike the social exclusion? Who changed again since the beginning of the financial crisis for the new social economy? It is important to distinguish well what recovers from a general geopolitical context and from a particular mode of regulation.

L'environnement géo-politique de ces trente dernières années a provoqué de tels changements qu'on est incapable d'endiguer l'exclusion sociale. Qu'est-ce qui a changé à nouveau depuis le début de la crise financière de 2008 ? Pourquoi les structures d'insertion par l'activité économique sont conduites à s'interroger sur leur mission ? Peut-on sortir de cette situation, dans quel espace et comment ?

Pour répondre à ces questions, il importe de bien distinguer ce qui relève d'un contexte géopolitique général et d'un mode de régulation particulier.

#### **Un nouvel environnement géo-politique**

La chute des gains de productivité dans les années soixante-dix (pour la France, on a un taux annuel de productivité horaire qui va passer de 2,9 % en moyenne de 1950 à 1973 à un taux de 1,4 % entre 1973 et 1995) a poussé les entreprises à chercher à l'extérieur le manque de demande dont elles étaient privées à l'intérieur des frontières. Les politiques publiques ont accompagné ce mouvement en substituant à la recherche de productivité une lutte pour la compétitivité. En l'espace de trois décennies, on a abandonné progressivement dans tous les secteurs d'activité les protections principales à la circulation des marchandises, des capitaux et des savoirs et abaisser les coûts de transport. Mais la seule mondialisation effective aujourd'hui est celle de la finance. Cela renforce le fait que l'épargne s'est portée davantage sur des actifs financiers que sur des biens physiques nationaux. On a alors fabriqué des entreprises nomades qui s'exonèrent des lois sociales, rendant les territoires encore plus interdépendants, provoquant l'impossibilité de mise en place de politiques keynésiennes et conduisant à la lente délitation des politiques macro-économiques. Le monde est alors entré dans une compétition technologique dont l'intensité est nouvelle. Mais la nature même de cette compétition est ancienne et progressive. Cette évolution s'inscrit dans un long processus d'industrialisation qui a débuté par la substitution des gestes physiques et se clôture par la reproduction du cerveau et de l'intelligence au moyen d'artefacts cognitifs de plus en plus complexes. C'est dire qu'on a moins affaire à une tertiarisation de l'économie que d'une industrialisation des services qui fait suite à l'industrialisation de l'agriculture puis du secteur secondaire. Le développement des technosciences (c'est-à-dire de techniques opératoires qui utilisent la science comme outil de son développement) qui considère la planète comme une « boule à

tripoter » a été le berceau de la révolution industrielle, cherchant à nier l'idée même d'un espace local.

Il existe probablement de multiples raisons qui expliquent cet emballement depuis les trente dernières années. Mais une cause essentielle doit être montrée du doigt : les entreprises nomades, boustées par la concurrence des technologies, peuvent se déployer plus librement dans un monde où la pression sociale a été affaiblie par le recul du mouvement ouvrier. L'évolution de la République depuis la médiatisation de la politique, l'effondrement du mur de Berlin et la financiarisation de la planète ont chacun contribué à ce mouvement. L'atonie sociale, l'apathie ou « l'abêtissement du peuple » comme aimait à le dire MI Finley (Finley, 1976), ont résulté de ce mouvement d'individualisation qu'on a connu à partir des années quatre-vingt. En abandonnant le relais politique, le mouvement syndical s'est enfermé sur des revendications corporatistes alors que le mouvement social a pris la forme de déclarations incantatoires, sans relation avec le travail (Prades, 2005). Depuis la fin des années soixante-dix, on a perdu l'illusion d'un accroissement continu des richesses et la croyance en un Etat qui soignait les plaies tout en perdant de plus en plus l'espoir de changer le monde et d'être maître de sa propre vie.

### **Un monde sans utopie...mais à risque**

Il y a un risque à deux facettes à cette trajectoire. D'une part, la planète n'est pas inusable, reproductible à l'infini et on a maintenant une claire conscience du réchauffement de la planète, de l'épuisement des énergies fossiles et de la dégradation de la biosphère. D'autre part, une large partie de la population ne peut plus suivre le mouvement accéléré des innovations, sans décrocher. Le chômage auquel elle se heurte n'est plus frictionnel et ne peut trouver de réponse immédiate dans la formation (initiale ou continue). Les chômeurs constatent qu'ils tombent très vite dans la trappe à pauvreté de laquelle il est plus facile de tomber que de sortir. Ce qui était hier du « chômage » est devenu de « l'exclusion » parce qu'au cours des années d'après-guerre, on a peu à peu fait dépendre le « vivre ensemble » de l'activité économique. Ce n'est que lorsque les salariés ont perdu leur emploi qu'ils ont compris que les réseaux sociaux qu'ils avaient constitués dépendaient largement de leur activité professionnelle. Dès lors, l'état de « chômeur » se traduit très rapidement par un processus d'exclusion qui devient de moins en moins réversible au fur et à mesure du temps lorsque l'exclusion s'étend du manque durable de travail à l'éclatement de la famille en passant par la dégradation des relations du voisinage et la vulnérabilité de la santé.

Sous la pression d'initiatives solidaires émanant principalement du secteur social (éducateurs, animateurs, assistantes sociales), les politiques publiques en France<sup>1</sup> ont peu à peu construit des dispositifs d'Insertion par l'Activité Economique (IAE) : les entreprises d'insertion, les associations intermédiaires, les chantiers d'insertion, les régies de quartiers et les régies territoriales. Personne n'ira se plaindre de telles initiatives en faveur de personnes sans emploi rencontrant des difficultés sociales et professionnelles particulières (Prades-Costa, 2005).

### **Pourtant...quinze ans plus tard, le bilan de l'IAE reste mitigé**

La lutte contre les formes principales d'exclusion (du travail, de l'habitat et du crédit) sont la condition initiale des entreprises sociales. Comme le disait Desroche, elles sont « filles de la nécessité » (Poulat et Ravelet, 1997). Mais cette lutte ne peut pas être une fin en soi sans courir le risque pour ces entreprises d'insertion de devenir « l'infirmerie du libéralisme ». Pour donner du sens à leur démarche, les responsables de ces entreprises ne peuvent pas s'en tenir à une analyse comptable de l'insertion. Certes, ce traitement n'est pas une mauvaise affaire économique pour les pouvoirs publics : si on ajoute au coût d'un chômeur, la perte de rentrée fiscale qu'occasionne son inactivité, il est avantageux de comparer le coût global de

---

<sup>1</sup> Pour une vision plus large que la France, voir Noya et Clarence, 2007

l'insertion (coût de gestion du dispositif, financement des permanents, personnel d'encadrement et subventions pour le personnel placé) au regard des rentrées fiscales (taxes directes et indirectes). Selon les études, on évoque que pour 1 euro dépensé, l'Etat récupère 2 euros (Dughera, 2005). Cependant, ce calcul économique, perd une partie de sa signification si les sorties de l'insertion vers des emplois durables ne sont pas définitives et si la population dont ces structures avaient la charge, revienne au guichet au bout d'un certain temps. Le travail que font ces entreprises est alors sans issue. Condamnées à reproduire éternellement la même chose, le sentiment des bénévoles est de ne « servir à rien ». Tout se passe comme s'ils regonflaient un pneu crevé. Or, c'est là que la crise financière actuelle met à jour le régime de régulation sur lequel nous étions assis depuis vingt ans et permet de mieux comprendre l'impasse de l'insertion.

### **Les formes liées à un modèle financier mis à jour par la crise financière**

Le fond de la question est le manque d'activité économique. Depuis la baisse de la productivité de la fin des années soixante-dix, la valeur ajoutée a été répartie en faveur des profits et en défaveur de salaires au point qu'on a vu la classe moyenne fondre au profit d'une nouvelle classe riche et d'une population de plus en plus nombreuses de travailleurs pauvres ou exclus. La consommation n'a pu être maintenue qu'au prix d'un développement du crédit des ménages (en France, on est passé en dix ans de 50 % à 75 % du revenu disponible) et des entreprises (on a progressé de 20 % en dix ans). Cette croissance de l'endettement cache des disparités dans les choix des politiques publiques (Sapir, 2008) : il n'est pas surprenant que la Grande-Bretagne et l'Espagne -respectivement 84 % et 107 %-aient un taux d'endettement de ménage qui est presque le double de la France et l'Allemagne -respectivement 45 % et 68 %-. Par ailleurs, la difficulté de financer de nouveaux capitaux pour suivre l'évolution technologique a conduit les entreprises à emprunter sur les marchés financiers, favorisant le développement de nouveaux marchés à risque, chaque prêt donnant lieu à de nouveaux instruments financiers et à des produits dérivés. Le marché des hypothèques a explosé, multiplié par 4 en dix ans aux Etats-Unis.

Ainsi, est-on arrivé à la situation actuelle : la crise financière renvoyant à la crise d'un mode de croissance où l'épargne mondiale alimente les profits des entreprises qui se réalisent sur la compétitivité.

Il est certainement difficile d'imaginer une voie de sortie micro-économique mais il est nécessaire de donner du sens aux structures d'insertion par l'activité économique. Elles ne changeront pas cette donne financière, mais munies de ces données, elles peuvent comprendre la signification et la direction de leur action.

### **L'espace du collectif choisi**

Du côté des personnes en insertion, insistons sur le fait que la voie est étroite car bornée par deux écueils : le premier est celui de l'isolement individualiste; il est inutile de penser qu'on puisse s'en sortir seul contre tout le monde; le deuxième écueil est celui de l'assistanat des pouvoirs publics où la société est imaginée comme un espace protégé par un Etat providence. On ne peut avancer dans ces débats que si on écarte d'une part la tentation individualiste et d'autre part la nostalgie de l'Etat-providence.

Entre ces deux écueils, il ne reste qu'une voie étroite : l'espace du collectif choisi qui permet de freiner le nomadisme des firmes, l'insécurité des statuts et la capacité de reprendre en partie son destin en main, en aimantant des activités économiques sur des territoires. Les responsables des structures de l'IAE doivent se demander tous les jours s'ils participent à la production d'une « population autonome » et à des formes d'éducation qui rompt avec l'assistanat de l'Etat, à l'apprentissage d'outils de gestion et au goût de la délibération publique mais aussi à celui de la prise de risque, à la création de collectifs d'habitat, de crédit

par des clubs d'épargne ou de repas de quartier. L'équilibre à trouver est celui de la tension entre l'autonomie individuelle de la personne et le collectif choisi. Ce projet « d'émancipation », comme on aimait à le dire dans les premiers congrès de la coopération, n'est rien d'autre que celui qui animait les débuts du mouvement coopératif : le projet est celui d' « *une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous* ». Au regard des intentions qu'avaient mobilisé les débuts du coopérativisme, au travers des associations coopératives comme celles des *Bijoutiers en doré*, ou de l'*Atelier* durant la période qui court de 1830 à 1870 environ, pour prendre deux dates symboliques, au regard également des phalanstères et familistères, on constate qu'on a oublié ce qui constituait l'essentiel des forces en mouvement : la volonté de s'affranchir de tutelles, de proposer des collectifs qui émanent de populations volontairement regroupées à partir d'un projet qui les porte, d'une utopie en acte. Qu'on ne s'y méprenne pas, ces forces ne sont pas en dehors du capitalisme, des lois du marché ou de la concurrence des entreprises. Par exemple, l'*Atelier*, journal ouvrier fait par des ouvriers pendant dix ans à partir de 1840, concluait son dernier numéro du 31 juillet 1850 en ces termes : « (...) *Développer chez les ouvriers le sentiment de leur valeur comme producteurs et de leur dignité comme citoyens ; leur apprendre à avoir plus de confiance en leurs propres forces, à compter davantage sur eux-mêmes, et moins sur cette décevante providence qu'on appelle l'Etat ; pousser sans cesse les travailleurs à la conquête successive de leur instrument de travail par l'association libre et volontaire ; en toutes choses, faire prédominer l'intérêt moral sur l'intérêt matériel* ».

Cette première indication de nature micro-économique ou micro-sociale ne peut pas faire l'impasse d'une vision plus globale. La foule de micro-activités ne se traduit pas nécessairement en terme macro-économique. Pourquoi en Italie et en Espagne, le mouvement ne s'est pas traduit de manière identique qu'en France <sup>2</sup> ? On peut tenter de répondre à cette question en disant que c'est parce que la réussite de l'Etat en France après la guerre a écarté toute forme alternative de création de collectif. Pour le dire lapidairement, « le collectif en France, c'est l'Etat ». Les pays européens qui s'en sortent le mieux aujourd'hui en terme d'innovations sociales (ce qui ne signifie pas en terme macro-économique) sont ceux qui ont eu l'Etat le moins performant après la seconde guerre. Il a fallu la crise de l'Etat providence dans les années soixante-dix pour se rendre compte de cette réalité. Cette situation d'exception française a eu une incidence en économie sociale car la façon dont on a conçu l'agglomération d'activités d'économie sociale en France ne s'est pas construite horizontalement sur un territoire local comme en Italie ou en Espagne mais sur le modèle d'une centralisation hiérarchique d'activités spécialisés (un même corps de métiers), descendant d'une fédération nationale dans les départements et les villages sur le même modèle que l'Etat. D'où la force des corporatismes en France, la puissance des réseaux de réseaux et l'absence singulière d'une critique de « gauche » de l'Etat. Mais d'où aussi, la capacité de l'économie française à mieux résister, à ses débuts, à la secousse financière que nos voisins du sud de l'Europe.

La finalité est de faire émerger un espace reconfiguré à partir de pôles locaux de développement socio-économiques, fondées sur des activités accrochées à un territoire. La nouvelle économie sociale n'a-t-elle pas un boulevard devant elle ?

---

<sup>2</sup> voir « Compter sur ses propres forces » collection Monde en cours, Editions de l'Aube, 2006

A travers une enquête qui le conduit de Toscane et Padoue en Italie à Mondragon au Pays Basque Espagnol, de Montreal à Marinaleda en Andalousie, l'auteur offre une mise en perspective renouvelée des entreprises sociales et des initiatives solidaires autour de trois thématiques: le territoire, l'innovation sociale et la démocratie directe.

## Bibliographie

- Dughera, J, 2005 Etude sur l'Insertion Aquitaine, Conseil National des Entreprises d'Insertion, Paris
- Finley, MI, 1976, Démocratie antique, démocratie moderne, Payot
- Noya A, Clarence E, 2007, The Social Economy, building inclusive economies, OECD
- Poulat E, Ravelet C, 1997, H. Desroche, un passeur de frontières, L'harmattan
- Prades, J, 2006, « Compter sur ses propres forces » collection Monde en cours, Editions de l'Aube
- Prades, J, Costa, B, 2005 « L'économie solidaire, prendre sa vie en main » Collection Les Essentiels, Editions Milan
- Prades, J, 2001, « L'homo oeconomicus et la déraison scientifique » Collection Nouvelles anthropologies, Editions l'Harmattan
- Sapir, J, 2008, Une décade prodigieuse, Revue de la régulation, Capitalisme, institutions pouvoirs